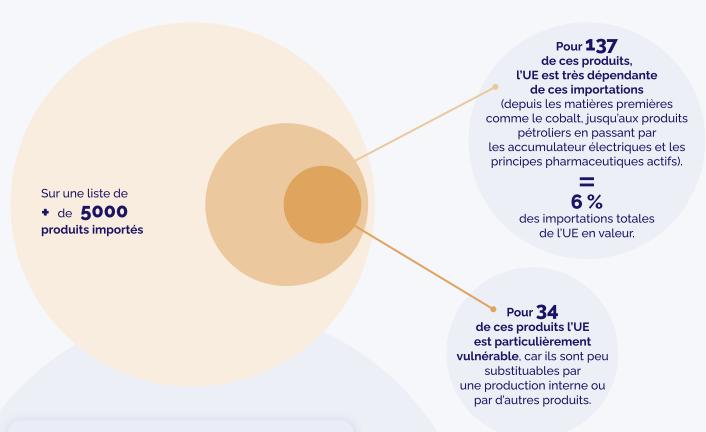


Pour renforcer la résilience de ses chaînes d'approvisionnement, l'UE doit identifier ses dépendances stratégiques. Alors, à partir des premières analyses de la Commission européenne, comment aller plus loin?



Lorsqu'un pays dépend d'un nombre limité de fournisseurs pour l'importation de certains biens, services, données, infrastructures, compétences ou technologies, et qu'une substitution par la production nationale reste limitée.

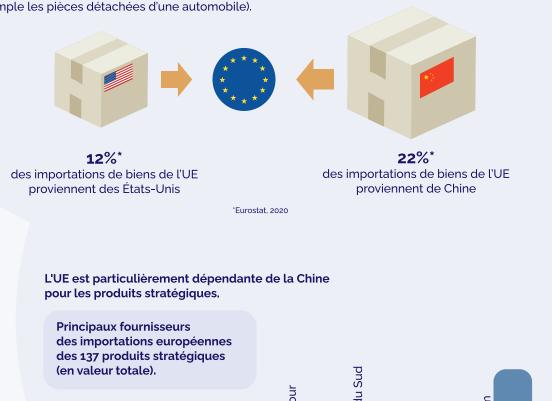




# **Quelle est la dépendance de l'UE à la Chine ?**

Dans le **nouveau contexte géopolitique** du commerce mondial une forte dépendance à un pays devient encore plus problématique. Une première évaluation montre que la dépendance européenne aux importations chinoises est :

- dans l'ensemble importante ;
- particulièrement élevée pour les 137 produits ;
- en forte croissance pour les biens intermédiaires qui sont les produits nécessaires à la fabrication de biens finaux (matières premières et composants, comme par exemple les pièces détachées d'une automobile).



# Les données supplémentaires à prendre en compte :

Une analyse plus fine appellerait à tenir compte :

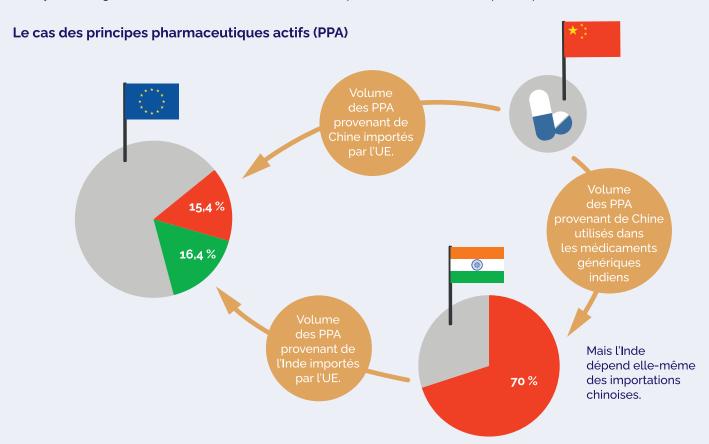
de la dépendance à l'égard des biens intermédiaires,

des **dépendances réciproques** : la dépendance de la Chine vis-à-vis des importations venant de l'UE.



#### Quid des biens intermédiaires?

L'analyse de l'origine des biens intermédiaires révèle une dépendance à la Chine bien plus importante encore.

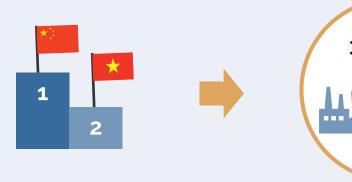


#### Le cas des importations venant du Vietnam

Le Vietnam est le deuxième pays après la Chine dont l'UE est la plus dépendante pour la liste des 137 produits stratégiques (11 % de la valeur totale des importations).

Cependant, les exportations du Vietnam comprennent de nombreux biens intermédiaires chinois.

En 2019, la Chine représentait environ 33 % des importations totales du Vietnam en produits intermédiaires dans le secteur manufacturier (OCDE, BTDIXE, 2020).



#### Nos recommandations

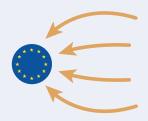
#### Développer plus de synergie d'analyse des données entre la Commission et les entreprises

La Commission européenne a un rôle clé à jouer pour coordonner l'analyse complexe des dépendances critiques – notamment en biens intermédiaires – ; et les entreprises anticiperont mieux les besoins de diversification des fournisseurs si elles ont accès à une vue d'ensemble des chaînes d'approvisionnement au niveau régional, européen et mondial.



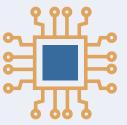
#### Soutenir la diversification

La négociation de nouveaux accords commerciaux doit viser à réduire les dépendances excessives en **offrant de nouvelles opportunités de diversification**.



### Développer les « projets importants d'intérêt européen commun » (PIIEC)

Les États membres doivent tirer parti de l'assouplissement des règles d'aides d'État qui leur permettent de soutenir des projets transnationaux d'importance stratégique (comme la fabrication de batteries et de micropuces).



## Assurer une concurrence équitable pour réduire les dépendances asymétriques

Les États membres devraient activement soutenir la mise en œuvre de l'agenda de concurrence équitable engagé par la Commission européenne (contrôle des subventions étrangères, réciprocité dans l'accès aux marchés publics...)

Pour préserver les écosystèmes stratégiques le contrôle des investissements directs étrangers doit s'appuyer sur une vue d'ensemble des chaînes d'approvisionnement.

Les marchés publics devraient **privilégier les fournisseurs qui s'engagent** à accroître la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement.



#### Anticiper les dépendances futures dans le domaine des services

La Commission devrait anticiper et **prévenir les risques de délocalisation des services** facilitée par la numérisation qui pourrait aussi bien créer à moyen terme de nouvelles dépendances.



Lorsqu'une source n'est pas spécifiquement mentionnée, la référence est tirée du rapport de la Commission européenne « Strategic dependencies and capacities », SWD(2021) 352 final, 5 mai 2021. Pour aller plus loin : « L'autonomie stratégique à l'heure du commerce post-Covid », Elvire Fabry et Andreas Veskoukis, IJD, juin 2021.